

COMISSÃO DA CEDEAO

ECOWAS COMMISSION



COMMISSION DE LA CEDEAO

Département Agriculture, Environnement et Ressources en Eau

Department of Agriculture, Environment and Water Resources

ARAA / RAAF

Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation

Regional Agency for Agriculture and Food

**SÉLECTION DE BUREAUX D'ETUDES TECHNIQUES PAR LES BÉNÉFICIAIRES
DE FINANCEMENT DE L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT**

APPEL A MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT

**Programme d'Appui à la Sécurité
Alimentaire et Nutritionnelle en
Afrique de l'Ouest (PASANAO)**

Appui :



Opérateurs :



Groupement :
IRAM
Bureau
ISSALA
AEDES
LARES

**SÉLECTION DE BUREAUX D'ETUDES TECHNIQUES PAR LES BÉNÉFICIAIRES
DE FINANCEMENT DE L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT**

APPEL A MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT

**COMMUNAUTÉ ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
(CEDEAO)**

Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle

Service de consultants

Pays : Espace CEDEAO (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Cap Vert, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo)

Nom du projet : PASANAO

Financement : No AFD CZZ-1431

TITRE DU SERVICE DE CONSULTATION : « Appui à la conception d'un dispositif régional d'échange et de formation sur les **FILETS** de Sécurité Sociaux en Afrique de l'Ouest »

Date : 14 Novembre 2014

MANIFESTATIONS D'INTERET

La Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a reçu un financement auprès de l'Agence Française de Développement, pour couvrir le coût du Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PASANAO), et entend affecter une partie du financement aux paiements relatifs à l'étude « Appui à la conception d'un dispositif d'échange et de formation régional sur les Filets de Sécurité Sociaux (FSS) en Afrique de l'Ouest » pour lequel le présent Appel à Manifestations d'intérêt est émis.

La CEDEAO sollicite des manifestations d'intérêt de la part de Bureaux d'études techniques (BET) internationaux¹ en vue de la fourniture des services suivants : i) faire un état des lieux des programmes de FSS existant dans la région ; ii) appuyer la formation d'un réseau de partage d'expériences et d'information au niveau régional ; iii) établir une cartographie des besoins de renforcement de capacités des acteurs nationaux de la région sur la thématique, et iv) formuler une stratégie régionale susceptible de répondre à ces besoins.

Les candidats intéressés doivent fournir les informations justifiant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, disponibilité des connaissances nécessaires parmi le personnel, etc.).

La CEDEAO dressera une liste restreinte d'environ six (6) BET, présélectionnés sur la base des candidatures reçues, auxquels elle adressera le Dossier d'Appel d'Offres pour la réalisation des services requis.

¹ Dont le siège social peut être basé dans l'un des pays de CEDEAO ou en dehors, mais disposant d'expérience dans plusieurs pays de la région.

Les manifestations d'intérêt, en format PDF uniquement, devront être transmises au plus tard le **05 Décembre 2014, à 12h00 heure** de Lomé aux adresses électroniques suivantes :

ami1-pasanao-araa@ecowas.int

ami1-pasanao-araa@gmail.com

Avec la mention « A l'attention de Monsieur le Directeur Exécutif de l'ARAA »

Pour des requêtes d'informations, s'adresser uniquement par mail, au plus tard le **28 Novembre 2014**, à :

- *Amadou Mactar KONATE – Coordonnateur PASANAO (makonate_araa@ecowas.int) ou à*
- *Massimo MARTINI – Assistant Technique Permanent – PASANAO (mmartini_araa@ecowas.int)*

I. CONTEXTE

En Afrique de l'Ouest, la plupart des filets de sécurité sociaux (FSS) existant sont de nature réactive : ils sont mis en œuvre pour venir en aide aux populations touchées par des crises de différentes natures. Les crises qu'a connu l'Afrique de l'Ouest au cours de ces dernières années et l'érosion progressive des moyens d'existence des ménages ont toutefois montré les limites de ces dispositifs: souvent trop chers, standardisés et difficiles à mettre en œuvre. Une alternative, ou plutôt un complément aux FSS réactifs est la mise en place de FSS prévisibles. Leur particularité réside dans la durée des interventions et dans le ciblage des populations sur la base des critères de vulnérabilité plutôt que sur la base d'une exposition avérée à un choc. Les dispositifs de transferts prévisibles vers les populations les plus vulnérables ont tout d'abord un objectif de prévention des crises, mais ils consentent également l'atténuation de l'impact des crises en cours car ils permettent de réaliser des transferts de manière plus précoce, auprès des populations qui ont déjà été identifiées comme chroniquement pauvres. Les FSS prévisibles visent enfin des objectifs de transformation sociale: a) transferts conditionnés à la consommation de certains services : crédit, éducation de base, santé, formation professionnelle, b) couverture d'un certain niveau de risques, permettant aux populations ciblées de s'engager dans des processus de développement économique.

Aujourd'hui, les expériences de FSS prévisibles en Afrique de l'Ouest se multiplient. La plupart des pays de la région sont en train de développer de tels programmes, en particulier avec l'appui de la Banque Mondiale. Afin de : i) favoriser le partage d'expériences entre les différents pays de la région, ii) encourager la mise en place de normes régionales pour la conception et la mise en œuvre de tels programmes, iii) développer une dynamique régionale d'incitation à l'institutionnalisation de tels dispositifs au sein des politiques nationales, la CEDEAO a adopté le Programme Régional d'appui aux programmes de FSS en Octobre 2013. Cette consultation s'inscrit dans le lancement de la mise en œuvre dudit programme.

II. OBJET DE L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

Le présent appel à manifestation d'intérêt a pour objet de constituer une liste restreinte de BET internationaux autorisés à participer à un appel d'offres relatif à une étude visant :

1. Cadrage d'un réseau régional d'échange de l'information.

- Il s'agira d'identifier les acteurs les plus pertinents à inviter pour initier un réseau d'échange régional. Il est envisagé de lancer le réseau sur la base d'un groupe d'environ 50 personnes. Il faudra trouver le bon équilibre entre (1) les représentants des

institutions étatiques les plus pertinentes dans chacun des pays de la région, (2) les représentants des Institutions régionales (ARAA, CILSS, OOAS, etc.), (3) des acteurs non étatiques (OIGs, ONGs, instituts de recherche, bureau d'études) disposant d'expertise technique particulière, (4) des représentants du secteur privé, et en particulier du secteur financier.

2. Diagnostic régional des besoins de formation des acteurs nationaux.

- Il faudra dresser un état des lieux des besoins en termes de renforcement des capacités des acteurs nationaux pour la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de programmes de FSS. Plusieurs niveaux d'analyse seront demandés:
 - Identification des besoins de différentes natures : conceptuels, technologiques, méthodologiques, institutionnels.
 - Différentiation des besoins en fonction du type de programmes de filets de sécurité sociaux.
 - Différentiation des besoins en fonction du type d'acteurs (institutions publiques régionales, nationales, et locales ; organisations de producteurs, secteur privé, organisations non gouvernementales etc.).

L'étude sera articulée en **trois phases** :

- Phase préparatoire : revue bibliographie couvrant l'ensemble des pays de la zone CEDEAO, conception de la méthodologie de la phase de consultation, et choix des 8 à 10 pays à couvrir pour la phase de consultation.
- Phase de consultation régionale : entre 8 et 10 pays de la CEDEAO devront être visités ; dans chaque pays, une réunion sera organisée à laquelle seront invités les représentants des organisations (étatiques et non).impliquées dans les programmes de FSS ; cette réunion a l'objectif de définir un cadre consensuel des besoins en renforcement des capacités en matière de formulation, mise en œuvre et évaluation des programmes de FSS
- Phase de restitution et lancement du réseau régional : préparation, appui à l'animation, et rédaction du rapport final de la première réunion du réseau régional.

Trois **livrables** sont attendus :

- Rapport de lancement, incluant : i) cadre méthodologique de l'étude, ii) analyse documentaire de programmes nationaux existants, iii) plan de réalisation de la mission régionale, iv) grille d'analyse des filets de sécurité sociaux nationaux.
- Rapport final de l'étude régionale, incluant : i) cartographie et typologie des programmes de FSS existant dans la région, ii) cartographie des besoins de renforcement de capacité dans la région, iii) proposition de stratégie pour une future action régionale de renforcement des capacités, iv) proposition de membres fondateurs pour le réseau de partage et d'échange régional, v) liste d'expériences nationales et régionales méritant de faire l'objet d'un travail de capitalisation et/ou de diffusion des connaissances à l'avenir.
- Rapport de la première réunion du réseau régional.

Expertise mobilisée :

Un ou plusieurs experts, spécialiste(s) des programmes de FSS sont mobilisés à hauteur d'environ 75 jours ouvrables. Ils seront appuyés par les experts du PASANAO (Coordonnateur

et Assistant Technique) pour la réalisation de l'étude (finalisation de la méthodologie, contacts avec les personnes ressources / institutions dans les pays, missions de consultation dans certains pays, etc.).

Calendrier prévu

L'étude devrait démarrer en janvier/février 2015 et se terminer avant fin juin 2015.

III. DOSSIER DE CANDIDATURE

Les candidats à cet appel à manifestation d'intérêt devront fournir les pièces ci-après, réunies en un seul dossier :

- références (moins de 5 ans) relatives à des projets, études ou consultations réalisés en matière de sécurité sociale dans les pays en voie de développement;
- références (moins de 5 ans) en assistance technique et renforcement des capacités dans la thématique ;
- CV des experts mobilisables avec un consultant principal dont les compétences sont :
 - une expérience professionnelle d'au moins 15 ans ;
 - une très bonne connaissance des politiques régionales de développement rural ainsi qu'une connaissance approfondie, dans plusieurs pays de la région, des politiques sociales et des dispositifs nationaux de gestion de l'insécurité alimentaires et nutritionnelle.
 - Une très bonne capacité d'analyse des politiques nationales en matière de protection sociale.
 - Une expérience dans les pays où ce type de dispositifs est développé depuis longue date serait appréciée.
 - Une bonne maîtrise du Français et de l'Anglais lu, écrit, et parlé.

Concernant les autres experts mobilisables, un minimum de 7 ans d'expériences est requis.

Toutes les communications écrites concernant le présent AMI seront rédigées en français ou en anglais.